

ASSEMBLÉE NATIONALE

27 mars 2015

SANTÉ - (N° 2673)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 1752

présenté par

Mme Orliac, M. Claireaux, M. Chalus, M. Charasse, Mme Dubié, M. Falorni, M. Giacobbi,
M. Giraud, Mme Hobert, M. Krabal, M. Jérôme Lambert, M. Maggi, M. Moignard, M. Robert,
M. Schwartzenberg et M. Tourret

ARTICLE 38

Après la première phrase de l'alinéa 42, insérer la phrase suivante :

« En sont obligatoirement membres les organisations et ordres de professionnels de santé dotés d'une représentation territoriale. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La démocratie sanitaire doit s'exercer par l'intermédiaire de ses représentants légitimes comme les URPS et les ordres professionnels à compétence départementale et régionale. Ce principe doit être acté dans la loi.